



Observatoire des politiques publiques : Les Français et la décision publique

Sondage Ifop pour Acteurs Publics

Contacts Ifop :

Damien Philippot / Esteban Pratviel

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

Juillet 2016

acteurspublics

1 | La méthodologie



Etude réalisée par l'Ifop pour Acteurs Publics

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 012 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.	 La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.	 Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 27 au 29 juillet 2016.

2 | Les résultats de l'étude



Les acteurs perçus comme décisionnaires concernant l'avenir du pays

QUESTION : Sur les sujets qui concernent l'avenir du pays qui, selon vous, dispose du vrai pouvoir de décision ? En premier ? En second ?

Base : Ensemble des Français

Les acteurs les plus
décisionnaires aux yeux
des Français

Le président de la République
et son gouvernement

Les institutions européennes (La Commission
européenne, le Conseil européen, etc.)

Les députés et sénateurs

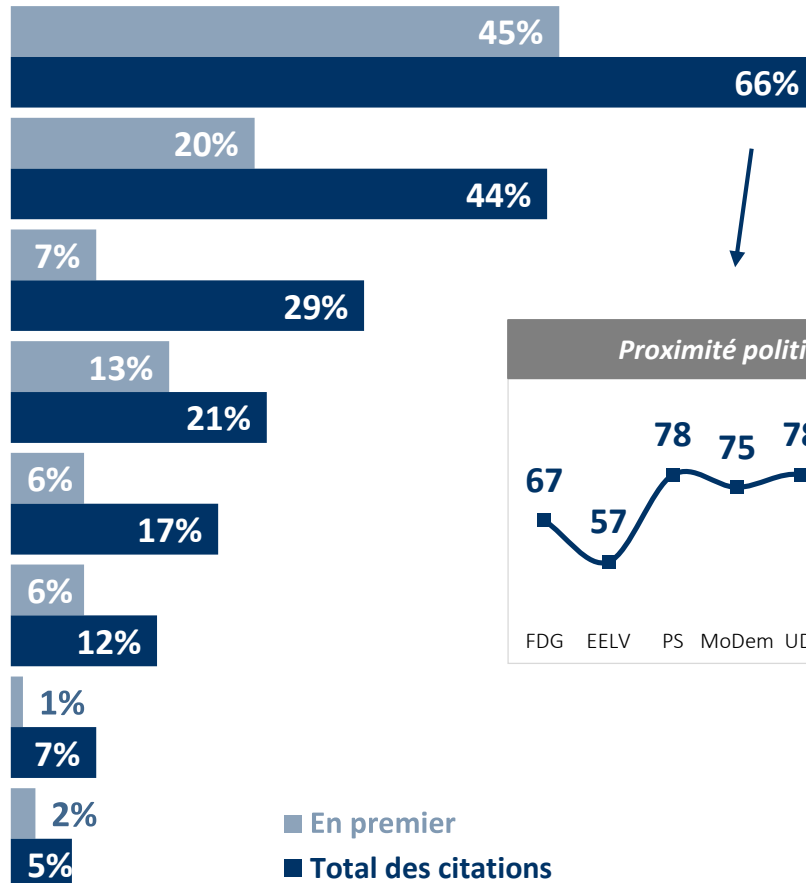
Les citoyens

Les hauts fonctionnaires

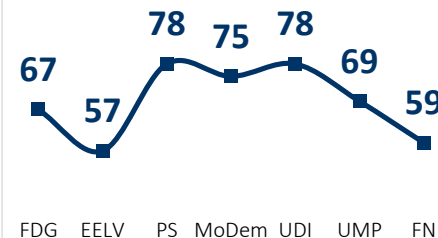
Les organisations patronales

Les élus locaux

Les organisations syndicales



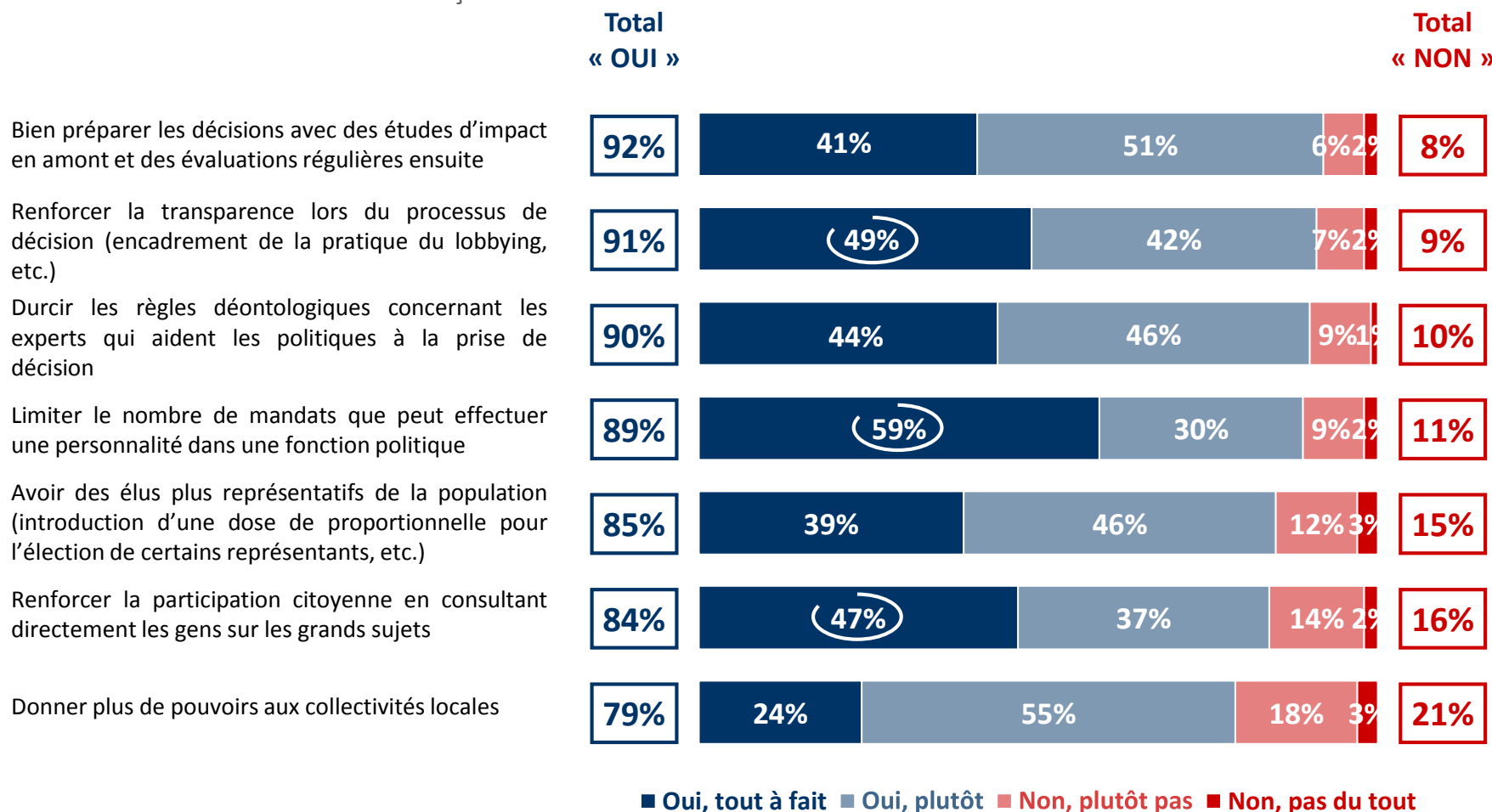
Proximité politique



Les mesures permettant une plus grande acceptation de la décision des pouvoirs publics par les citoyens

QUESTION : Pour chacune des mesures suivantes, diriez-vous qu'elle faciliterait votre acceptation, comme citoyen, des décisions des pouvoirs publics ?

Base : Ensemble des Français

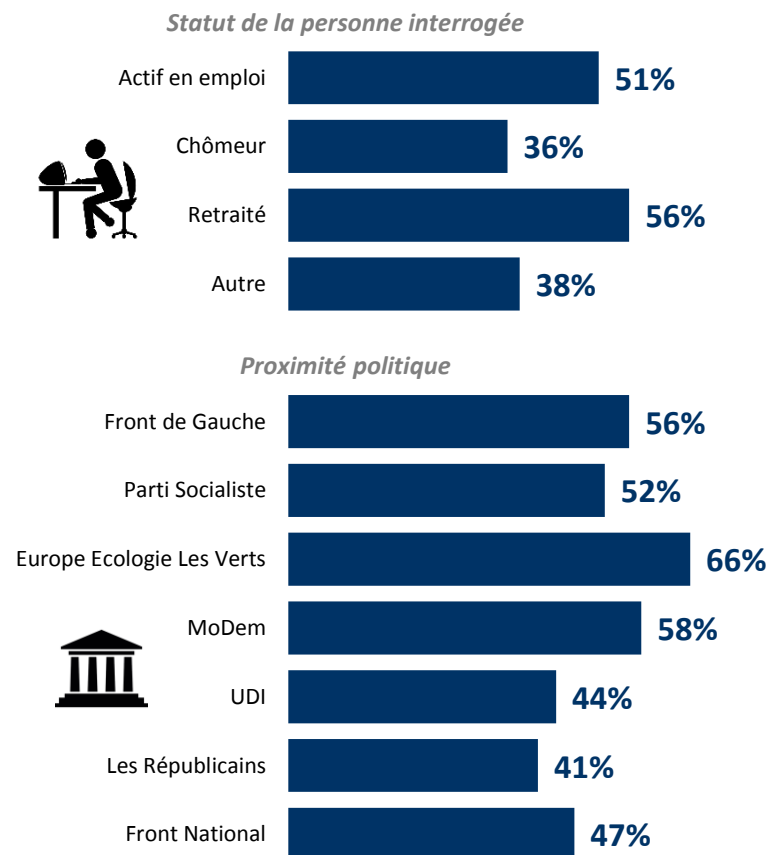
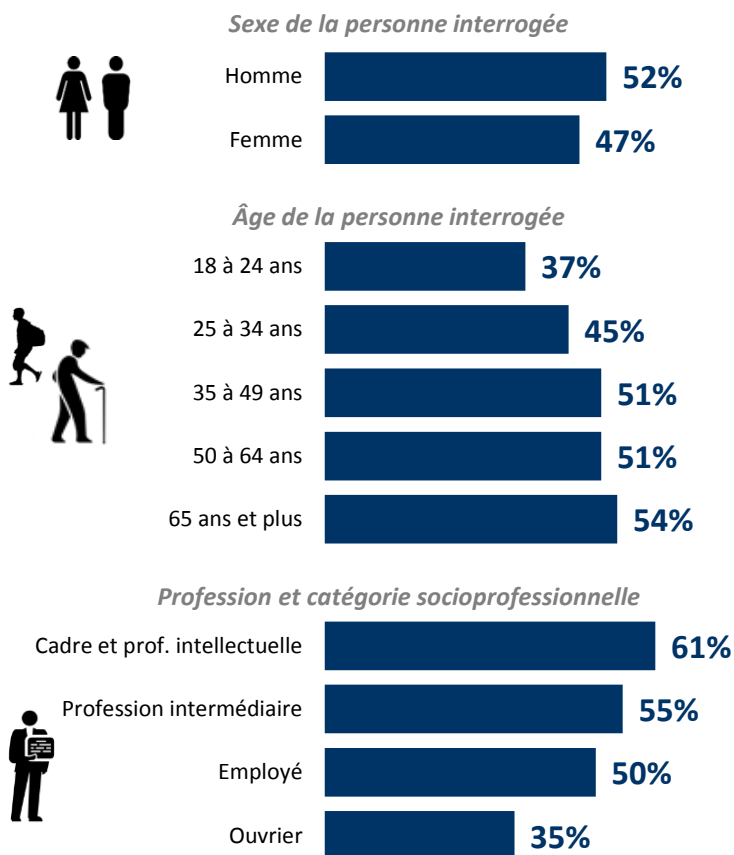


Zoom sur les personnes les plus favorables à « un renforcement de la transparence lors du processus de décision »

QUESTION : Pour chacune des mesures suivantes, diriez-vous qu'elle faciliterait votre acceptation, comme citoyen, des décisions des pouvoirs publics ? **Renforcer la transparence lors du processus de décision (encadrement de la pratique du lobbying, etc.)**

Base : Ensemble des Français

% Réponses « Oui, tout à fait » - Moyenne : 49%



Zoom sur les personnes les plus favorables à « une limitation du nombre de mandats pour une personnalité dans une fonction politique »

QUESTION : Pour chacune des mesures suivantes, diriez-vous qu'elle faciliterait votre acceptation, comme citoyen, des décisions des pouvoirs publics ? **Limitier le nombre de mandats que peut effectuer une personnalité dans une fonction politique**

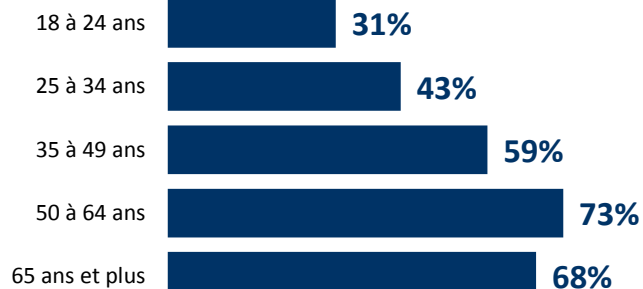
Base : Ensemble des Français

% Réponses « Oui, tout à fait » - Moyenne : 59%

Sexe de la personne interrogée



Âge de la personne interrogée



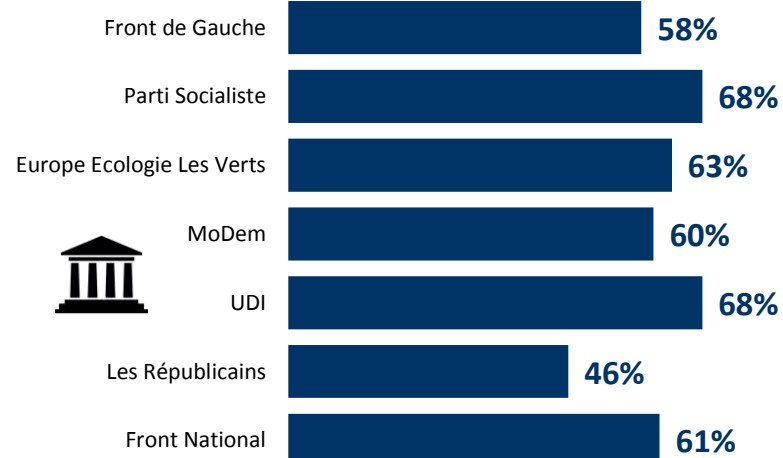
Profession et catégorie socioprofessionnelle



Statut de la personne interrogée



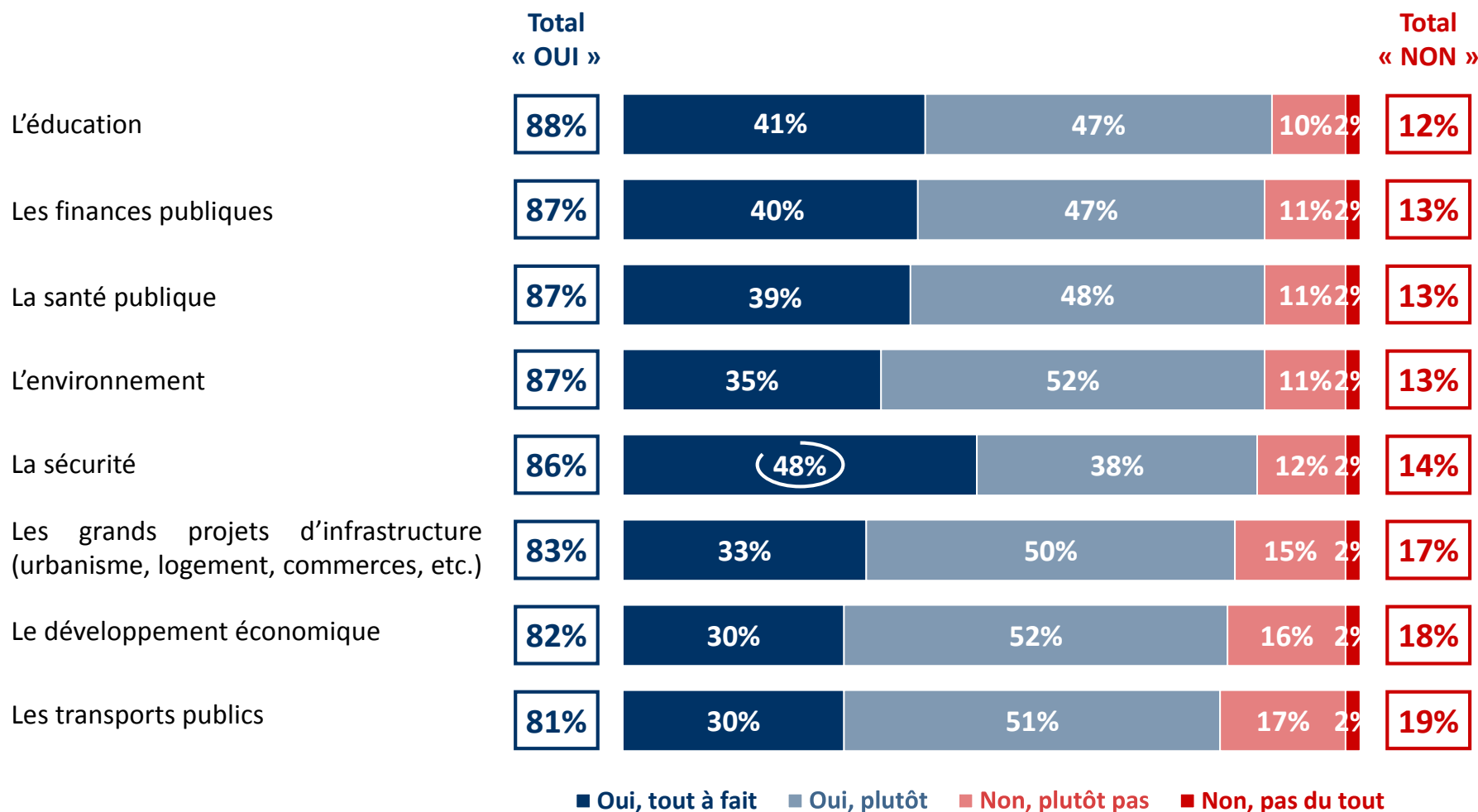
Proximité politique



Le souhait d'être associé aux décisions des pouvoirs publics dans différents domaines

QUESTION : Pour chacun des domaines suivants, souhaiteriez-vous être davantage associé aux décisions des pouvoirs publics ?

Base : Ensemble des Français



Zoom sur les personnes souhaitant être particulièrement associées aux décisions des pouvoirs publics dans le domaine de la sécurité

QUESTION : Pour chacun des domaines suivants, souhaiteriez-vous être davantage associé aux décisions des pouvoirs publics ? **La sécurité**

Base : Ensemble des Français

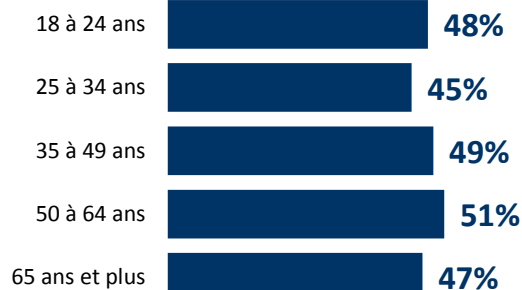
% Réponses « Oui, tout à fait » - Moyenne : 48%



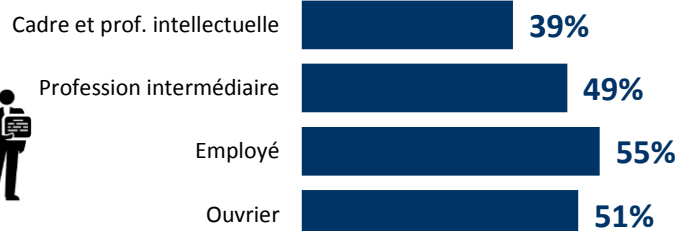
Sexe de la personne interrogée



Âge de la personne interrogée



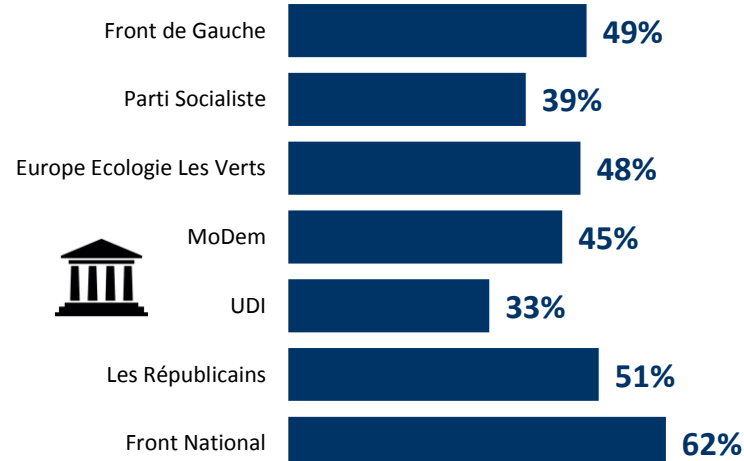
Profession et catégorie socioprofessionnelle



Statut de la personne interrogée



Proximité politique



3 | Les principaux enseignements



La décision publique en France n'est pas seulement la prérogative d'une seule personnalité ; elle s'inscrit dans un cadre législatif et réglementaire dans lequel plusieurs acteurs exercent chacun leur influence pour aboutir finalement à une décision collective. Invités par l'Ifop pour Acteurs Publics à se positionner sur cette problématique, les Français semblent regretter la faible contribution des citoyens à la décision publique et se montrent massivement favorables à l'instauration de mesures leur permettant de prendre une plus grande part dans les choix des pouvoirs publics.

Aux yeux des Français, la décision publique émane aujourd'hui principalement du Président de la République et de son gouvernement. Ce sont en effet **les détenteurs du pouvoir exécutif** (45% de citations en premier, et 66% des citations au total) qui **sont considérés comme disposant du vrai pouvoir de décision sur les sujets qui concernent l'avenir du pays**. Ils devancent les institutions européennes (20%, 44%) et à un niveau inférieur les citoyens eux-mêmes (13%, 21%) et les parlementaires (7%, 29%), tandis que les autres tenants de la décision publique comme les hauts fonctionnaires (6%, 17%) et les organisations patronales (6%, 12%) font l'objet de citations plus marginales. La hiérarchie opérée par les personnes interrogées permet alors de mettre deux points en évidence. **La supériorité du pouvoir national sur les institutions supranationales est d'abord affirmée par les Français**, écartant l'impuissance dont pourraient être victimes les institutions nationales par rapport aux institutions européennes. Ensuite, en dépit de l'élection des différents représentants au moyen du vote, **les personnes interrogées ne se considèrent pas comme les détentrices principales du vrai pouvoir de décision en France, ce qui reflète un sentiment de confiscation du pouvoir par les élites politiques**. Les personnes plus âgées (18% seulement de citations de l'item « les citoyens » au total pour les 35 ans et plus), celles appartenant aux catégories socioprofessionnelles les plus aisées (14%), ainsi que les résidents du sud de la France (15% dans le sud-ouest et 19% dans le sud-est) se montrent les plus nombreuses à faire ce constat.

Les différentes mesures proposées pour faciliter l'acceptation citoyenne de la décision publique sont dans cette perspective vivement sollicitées par les Français. Chacune d'entre elles recueille en effet plus de trois-quarts d'opinions favorables. Les plus populaires sont celles visant à bien préparer les décisions avec des études d'impact en amont et des évaluations régulières ensuite (92%), à renforcer la transparence lors du processus de décision (91%), à durcir les règles déontologiques concernant les experts qui aident les politiques à la prise de décision (90%) ou à limiter le nombre de mandats que peut effectuer une personnalité dans une fonction politique (89%). S'il est perçu favorablement lui-aussi (79%), l'accroissement des pouvoirs des collectivités locales figure en dernière position de la hiérarchie. **Les mesures telles que le renforcement de la transparence lors du processus de décision et a fortiori la limitation du nombre de mandats que peut effectuer une personnalité dans une fonction politique apparaissent en outre comme celles recensant le plus de relais dans l'opinion publique** (49% de réponses « oui, tout à fait » pour la première ; 59% pour la seconde). Les mêmes segments que ceux identifiés précédemment se distinguent d'ailleurs pour soutenir ces mesures : les personnes âgées de 35 ans et plus, et surtout les seniors, les personnes aux revenus les plus aisés et les habitants du sud-est. S'ajoutent à eux les sympathisants des principales formations politiques de gauche.

En parallèle de cette volonté de faciliter l'acceptation citoyenne de la décision publique émerge le souhait des Français d'être davantage associés à la production législative ou réglementaire de manière générale. Les personnes interrogées déclarent très majoritairement qu'elles souhaitent prendre part aux décisions dans l'ensemble des domaines évoqués, l'éducation en tête (88%, dont 41% de réponses « oui, tout à fait »).

Dans le contexte actuel où la sécurité et les problématiques socioéconomiques sont les préoccupations majeures des Français, se fait jour des attentes différentes dans ces deux domaines. **Le souhait d'être davantage associé aux décisions des pouvoirs publics dans le domaine de la sécurité s'avère particulièrement fort** : 86%, dont 48% de réponses « oui, tout à fait », soit le plus haut niveau mesuré. **Il est a contrario moins élevé dans le domaine du développement économique** (82%, dont 30% de réponses « oui, tout à fait »), faisant état d'une plus grande humilité des personnes interrogées dans ce domaine, dans lequel elles se considèrent moins expertes.

Esteban Pratviel

Chef de groupe au Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop



iOS - iPhone & iPad

Android



www.ifop.com



[@ifopopinion](https://twitter.com/ifopopinion)

[Ifop Opinion](https://www.facebook.com/ifopopinion)

A propos du Groupe Ifop :

Précurseur sur le marché des sondages d'opinion et des études marketing depuis 75 ans, l'Ifop est aujourd'hui l'un des leaders de son secteur. Structuré autour de 6 expertises (Opinion & Stratégies d'Entreprise, Consumer & Beauty, Services, Médias & Numérique, Santé et Luxe), l'Ifop crée de la valeur pour ses clients en sécurisant la qualité de l'information recueillie et en lui donnant du sens et de la perspective. Il les accompagne dans la définition et le pilotage de leur stratégie d'entreprise en leur fournissant une vision opérationnelle et prospective qui leur permet d'anticiper les mutations sociétales et les tendances des marchés. C'est aussi dans cet esprit pionnier que l'Ifop développe de nouvelles expertises transversales (Planning Stratégique, Grandes Enquêtes). Entreprise proche de ses clients, l'Ifop intervient dans une cinquantaine de pays à travers le monde, à partir de ses cinq implantations : Paris, Buenos Aires, Shanghai et Hong-Kong. Il réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros et emploie plus de 200 collaborateurs.

Présent lors de toutes les campagnes présidentielles et municipales de la Cinquième République, l'Ifop est reconnu comme un acteur majeur dans le domaine électoral et de l'analyse de l'opinion.

A propos du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop :

Le Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop compte une vingtaine de professionnels de l'opinion publique indépendants. La mission de notre Département est d'accompagner dans leurs décisions stratégiques et leurs choix de communication l'ensemble des acteurs publics, privés ou associatifs, qu'ils relèvent de la sphère politique, économique, sociale, médiatique ou du développement durable. Il s'agit, au travers des dispositifs d'enquête quantitatifs et qualitatifs réalisés par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises d'éclairer nos clients sur les opinions, les attitudes et les comportements des groupes et des individus, dans toute leur diversité et complexité d'électeurs, de consommateurs, de salariés, d'usagers, d'épargnants, d'internautes...